

Christian Sallenave, sociologue à Paris, futur éditeur à Bordeaux

Monsieur le Président de la Commission particulière sur le Débat Public.

Je n'ai pas posé de question durant les débats auxquels j'ai assisté, (La Médoquine et le Palais des Congrès) parce qu'il me semblait impossible de la résumer en trois lignes, sauf à paraître trop abstrait ou trop général.

Je suis sociologue travaillant sur les professions, l'architecture et l'urbanisme, et plus particulièrement sur les problèmes d'identités professionnelles et de traduction pluridisciplinaire dans l'élaboration de la décision.

J'ai notamment travaillé sur l'histoire des villes nouvelles, dans le cadre de la mission interministérielle présidée par Jean-Eudes Roullier, et je travaille actuellement à un ouvrage collectif sur la problématique des franchissements de la Garonne à Bordeaux.

C'est vous dire si je suis intéressé par les travaux de la Commission que vous présidez.

Au fil des deux réunions,, j'ai eu le même sentiment de la difficulté de conduire de tels débats et d'en tirer des constats autres que ceux que se renvoient les orateurs opposés « d'incantations » d'un côté, « décision déjà prise de l'autre », entre « refus d'un débat public offert » d'un côté et « remise en question d'un choix déjà induit » de l'autre.

Chacun de son côté, les partisans et les adversaires du Grand Contournement avancent des arguments fondés sur leur registre disciplinaire professionnel ou politique respectif. L'apparence, c'est que chacun rapatrie dans son registre l'ensemble des problématiques et prétend les résoudre à partir de son seul point de vue. Le problème, c'est que ce faisant, chacun les surplombe, éventuellement les occulte, au mieux les rationalise mais unilatéralement.

Soit chacun des deux camps gardera son problème non résolu par les réponses de l'autre (congestion urbaine sur la rocade, aberration environnementale ; explosion du trafic nord sud, empêchement au développement). Soit les deux camps s'opposeront ultérieurement sur le terrain (comme pour le nouvel aéroport dans la région parisienne).

Je n'ai évidemment pas la solution, et je ne prétendrai pas que la sociologie peut légitimement surplomber, elle aussi, les autres points de vue. Mais simplement contribuer à un autre type d'éclairage.

Si on ne veut pas que le débat semble « pipé » d'avance, ou inéluctablement bloqué, il apparaît qu'à un problème aux ramifications et aux répercussions aussi nombreuses et importantes pour l'avenir, il faut comme première contribution, mettre en exergue l'inéluctable problématique de la « traduction » des différents discours et des différents points de vue, dans l'objectif de l'élaboration de la meilleure décision possible, sous peine de parvenir à des compromis insatisfaisants pour tout le monde.

Accepter, concrètement pour le Ministère de l'Équipement, des Transports et de la Mer, une réflexion interministérielle à ce sujet et inviter (au niveau régional) la DIREN (pour l'environnement), le SGAR (pour l'aménagement du territoire), la DRA (pour l'agriculture). Qu'ainsi le centre de décision soit aussi complexe qu'apparaît dispersée la société civile.

Mettre en œuvre pour les opposants une méthodologie autre : trouver des solutions plutôt que chercher à avoir raison, creuser les sous - problématiques convergentes plutôt que s'arc-bouter sur ce qui les oppose (paradigme disciplinaire, pré-supposés, centres d'intérêts politiques ou économiques) ?